

mouvement est indubitablement enregistré par des chiffres et des faits.

Dans l'agriculture, la situation est beaucoup plus compliquée. Et pour un marxiste cette situation n'est pas inattendue ; la transition de l'économie paysanne « atomisée » à l'agriculture socialiste n'est imaginable qu'après une série d'étapes victorieuses dans la technique, l'économie et la culture. Que la puissance reste entre les mains de la classe qui veut mener la Société au socialisme et qui devient de plus en plus capable d'influencer la population paysanne au moyen de l'industrie d'Etat, en élevant le degré de la technique de l'agriculture et en créant ainsi le point de départ pour l'agriculture collective, voilà la condition fondamentale de cette transition. Il est inutile de dire que nous n'avons pas encore accompli cette tâche ; nous en sommes à créer les conditions dans lesquelles elle pourra peu à peu être remplie d'une manière conséquente. Mais ce qui est grave, c'est que ces conditions elles-mêmes développent de nouvelles contradictions, de nouveaux dangers. En quoi consistent-ils ?

L'Etat fournit aujourd'hui 4/5 de la production industrielle de notre marché intérieur. Un cinquième à peu près est fourni par des producteurs privés, c'est-à-dire surtout par les petits établissements d'artisans. Les chemins de fer et la navigation sont entre les mains de l'Etat dans la proportion de 100 %. Le commerce d'Etat et le commerce syndiqué comprennent aujourd'hui à peu près les trois quarts du roulement commercial. L'Etat réalise à peu près 95 % du commerce extérieur.

Les institutions de crédit sont aussi monopolisées et centralisées par l'Etat. Mais à ces « trusts » d'Etat puissants et fermés s'opposent 22 millions d'exploitations paysannes. La liaison de l'économie d'Etat et de l'économie paysanne — avec l'accroissement général des forces de production — représente donc le problème social principal de la construction *socialiste* de notre pays.

Sans l'accroissement des forces de production, il ne peut pas être question de socialisme. Au niveau de culture et d'économie que nous avons atteint actuellement, le développement des forces de production n'est possible que si l'intérêt personnel des producteurs est compris dans le système de l'économie sociale.

Chez les ouvriers d'industrie, ce besoin est rempli grâce au rapport entre les salaires et la productivité du travail. De cette manière, on a déjà obtenu de grands résultats. Chez le paysan, l'intérêt personnel résulte déjà du fait qu'il anime une économie privée et qu'il travaille pour le marché. Mais cette circon-

tance crée aussi des difficultés. Les inégalités des salaires, aussi grandes soient-elles, n'introduisent pas de différenciation sociale dans le prolétariat, les ouvriers restent des ouvriers des usines d'Etat. Il n'en est pas de même avec la paysannerie. Le travail que les 22 millions d'exploitations paysannes (parmi lesquelles les propriétés d'Etat soviétique, les exploitations paysannes collectives et les « communes » paysannes forment actuellement une minorité insignifiante) fournissent au marché, aboutit inévitablement au fait qu'à un pôle de la masse paysanne se créent des exploitations non seulement riches, mais tout à fait usurières, tandis qu'à l'autre pôle une partie des paysans moyens se transforme en paysans pauvres, et ces derniers en ouvriers agricoles. Lorsque le gouvernement soviétique, sous la direction de notre Parti, institua la Nouvelle Politique Economique et étendit ensuite son champ d'action à la campagne, il connaissait aussi bien ces conséquences sociales inévitables du système du marché, que les dangers politiques qui lui sont inhérents. Cependant ces dangers ne nous apparaissent pas comme une fatalité inévitable, mais comme des problèmes qu'il s'agit d'étudier attentivement dans chacune de leurs phases et de résoudre pratiquement.

Il serait évidemment impossible d'écarter les dangers si l'économie de l'Etat abandonnait ses positions dans l'industrie, dans le commerce et les finances, tandis qu'en même temps la différenciation des classes au village s'accroîtrait. Car dans ce cas, le capital privé pourrait renforcer son influence sur le marché, surtout sur le marché paysan, accélérer le processus de différenciation au village et pousser de cette façon le développement économique entier dans une voie capitaliste (1). Voilà justement la raison pour laquelle il est tellement important pour nous de savoir d'abord dans quelle direction se déplacent les rapports de force des classes dans le domaine de l'industrie, des transports, des finances, du commerce intérieur et extérieur. La supériorité croissante de l'Etat *socialiste* dans tous les domaines cités (ce qui est incontestablement démontré par la commission de plan d'Etat) crée des relations tout à fait différentes entre la ville et la campagne. Notre Etat tient bien trop solidement en mains la direction de l'économie pour que l'accroissement des tendances capitalistes et semi-capitalistes de l'agriculture puissent déborder dans un proche avenir. Gagner du temps dans cette question, c'est, gagner tout.

(1) Ce sont ces dangers qui se sont accentués au cours de l'année 1927.